

Journal de Libye

Géopolitique et stratégie

N° 18 du 10.05.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

1 Comprendre la guerre en Libye (1/3)

Michel Collon

7 avril 2011

Vous êtes très nombreux à réagir à la guerre en Libye et à envoyer vos questions. Michel Collon qui a publié plusieurs livres sur les stratégies de guerre des Etats-Unis et les médiamentions des conflits précédents, répond à toutes ces questions et présente ici une analyse globale de ce conflit. Investig'Action tient à attirer votre attention sur l'importance de ce texte

Des questions qu'il faut se poser à chaque guerre.

27 fois. Les Etats-Unis ont bombardé un pays à 27 reprises depuis 1945. Et chaque fois, on nous a affirmé que ces actes de guerre étaient « justes » et « humanitaires ». Aujourd'hui, on nous dit que cette guerre est différente des précédentes. Mais on l'avait dit aussi la fois passée. Et la fois d'avant. On le dit chaque fois. N'est-il pas temps de mettre sur papier les questions qu'il faut se poser à chaque guerre pour ne pas se faire manipuler ?

Pour la guerre, il y a toujours de l'argent ?

Dans le pays le plus puissant du globe, quarante-cinq millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté. Aux Etats-Unis, écoles et services publics tombent en ruines, parce que l'Etat « n'a pas d'argent ». En Europe aussi, « pas d'argent » pour les retraites ou pour créer des emplois.

Mais lorsque la cupidité des banquiers provoque une crise financière, là, en quelques jours, on trouve des milliards pour les sauver. Ce qui a permis à ces mêmes banquiers US de distribuer l'an dernier 140 milliards \$ de récompenses et bonus à leurs actionnaires et traders spéculateurs.

Pour la guerre aussi, il semble facile de trouver des milliards. Or, ce sont nos impôts qui paient ces armes et ces destructions. Est-il bien raisonnable de faire partir en fumée des centaines de milliers d'euros à chaque missile ou de gaspiller cinquante mille euros de l'heure avec un porte-avions ? A moins que la guerre soit une bonne affaire pour certains ?

Pendant ce temps, un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes et le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter sur notre planète en dépit des promesses.

Quelle différence entre un Libyen, un Bahreini et un Palestinien ?

Présidents, ministres et généraux jurent solennellement que leur objectif est seulement de sauver des Libyens. Mais, au même moment, le sultan du Bahrein massacre des manifestants désarmés grâce aux deux mille soldats saoudiens envoyés par les Etats-Unis ! Au même moment, au Yemen, les troupes du dictateur Saleh, allié des USA, tuent 52 manifestants à la mitrailleuse. Ces faits n'ont été contestés par personne, mais le ministre US de la Guerre, Robert Gates, a juste déclaré : « *Je ne crois pas que ce soit mon rôle d'intervenir dans les affaires internes du Yemen* » [1].

Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » ? Parce que Saleh accueille docilement la Vème Flotte US et dit oui à tout ce que lui commande Washington ? Parce que le régime barbare d'Arabie saoudite est complice des multinationales pétrolières ? Il y aurait de « bons dictateurs » et de « mauvais dictateurs » ?

Comment les USA et la France peuvent-ils se prétendre humanitaires ? Lorsqu'Israël a tué deux mille civils en bombardant Gaza, ont-ils instauré une « no fly zone » ? Non. Ont-ils pris des sanctions ? Aucune. Pire : Javier Solana, alors responsable des Affaires étrangères de l'U.E. a déclaré à Jérusalem : « Israël est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions. Israël est partie prenante à tous les programmes » de recherche et de technologie de l'Europe des 27. Ajoutant même : « Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne. » Sur ce point, Solana dit vrai : l'Europe et ses fabricants d'armes collaborent étroitement avec Israël dans la production des drones, missiles et autres armements qui sèment la mort à Gaza.

Rappelons qu'Israël a chassé sept cent mille Palestiniens de leurs villages en 1948, refuse toujours de leur rendre leurs droits et continue à commettre de multiples crimes de guerre. Sous cette occupation, 20% de la population palestinienne actuelle a séjourné ou séjourne dans les prisons d'Israël. Des femmes enceintes sont forcées d'accoucher attachées à leur lit et renvoyées immédiatement dans leurs cellules avec leurs bébés ! Mais ces crimes-là sont commis avec la complicité active des USA et de l'UE.

La vie d'un Palestinien ou d'un Bahreïni ne vaut pas celle d'un Libyen ? Il y aurait les « bons Arabes » et les « mauvais Arabes » ?

Pour ceux qui croient encore à la guerre humanitaire...

Dans un débat télévisé que j'ai eu avec Louis Michel, ancien ministre belge des Affaires étrangères et commissaire européen à la Coopération au développement, celui-ci m'a juré - la main sur le cœur - que cette guerre visait à « mettre en accord les consciences de l'Europe ». Il a été appuyé par Isabelle Durant, dirigeante des Verts belges et européens. Ainsi, les écologistes « *peace and love* » ont muté va-t-en-guerre !

Le problème, c'est qu'on nous parle de guerre humanitaire à chaque fois, et que ces gens « de gauche » comme Durant s'y sont à chaque fois laissés prendre. Ne feraient-ils pas mieux de lire ce que pensent vraiment les dirigeants US au lieu de juste les écouter à la télévision ?

Ecoutez par exemple, à propos des bombardements contre l'Irak, le célèbre Alan Greenspan, qui fut longtemps directeur de la réserve fédérale des USA. Il écrit dans ses mémoires : « *Je suis attristé qu'il soit politiquement incorrect de reconnaître ce que chacun sait : la guerre en Irak était essentiellement pour le pétrole* » [2]. Ajoutant : « *Les officiels de la Maison-Blanche m'ont répondu : 'Eh bien, malheureusement, nous ne pouvons parler du pétrole'*. » [3]

Ecoutez, à propos des bombardements contre la Yougoslavie, John Norris, directeur de com de Strobe Talbott qui était alors vice-ministre US des Affaires étrangères, chargé des Balkans. Norris écrit dans ses mémoires : « *Ce qui explique le mieux la guerre de l'Otan, c'est que la Yougoslavie résistait aux grandes tendances des réformes politiques et économiques (il veut dire : refusait d'abandonner le socialisme), et ce n'est pas notre devoir envers les Albanais du Kosovo.* » [4]

Ecoutez, à propos des bombardements contre l'Afghanistan, ce que disait alors l'ancien ministre US des Affaires étrangères Henry Kissinger : « *Il existe des tendances, soutenues par la Chine et le Japon, à créer une zone de libre échange en Asie. Un bloc asiatique hostile combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels les plus importants serait incompatible avec l'intérêt national américain. Pour ces raisons, l'Amérique doit maintenir une présence en Asie...* » [5]

Ceci confirmait la stratégie avancée par Zbigniew Brzezinski, qui fut responsable de la politique étrangère sous Carter et est l'inspirateur d'Obama : « *L'Eurasie (Europe + Asie) demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale. (...) La façon dont les Etats-Unis 'gèrent' l'Eurasie est d'une importance cruciale. Le plus grand continent à la surface du globe en est aussi l'axe géopolitique. Toute puissance qui le contrôle, contrôle par là même deux des trois régions les plus développées et les plus productives. 75% de la population mondiale, la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières, quelque 60% du total mondial.* » [6]

A gauche, n'a-t-on rien appris des médiamentions humanitaires des guerres précédentes ?

Quand Obama le dit lui-même, vous ne le croyez pas non plus ?

Ce 28 mars, Obama a justifié ainsi la guerre contre la Libye : « *Conscients des risques et des coûts de l'action militaire, nous sommes naturellement réticents à employer la force pour résoudre les nombreux défis du monde. Mais lorsque nos intérêts et valeurs sont en jeu, nous avons la responsabilité d'agir. Vu les coûts et les risques de l'intervention, nous devons chaque fois mesurer nos intérêts face à la nécessité d'une action. L'Amérique a un important intérêt stratégique à empêcher Kadhafi de défaire ceux qui s'opposent à lui.* »

N'est-ce pas clair ? Alors, certains disent : « *Oui, c'est vrai, les Etats-Unis n'agissent que s'ils y trouvent leur intérêt aussi. Mais au moins, à défaut de pouvoir intervenir partout, on aura sauvé ces gens-là.* »

Faux. Nous allons montrer que seuls les intérêts seront défendus. Pas les valeurs. D'abord, chaque guerre US fait plus de victimes qu'il n'y en avait avant (en Irak, un million de victimes directes ou indirectes !). Ensuite, l'intervention en Libye en prépare d'autres...

Qui refusait de négocier ?

Mais, dès que vous émettez un doute sur l'opportunité de cette guerre contre la Libye, tout de suite, on vous culpabilise : « *Vous refusez donc de sauver les Libyens du massacre ?* »

Question mal posée. Supposons que tout ce qu'on nous a raconté se soit vraiment passé. Premièrement, arrête-t-on un massacre par un autre massacre ? Nous savons qu'en bombardant, nos armées vont tuer de nombreux civils innocents. Même si, comme à chaque guerre, les généraux nous promettent que celle-ci sera « propre », nous avons l'habitude de cette propagande.

Deuxièmement, il y avait un moyen beaucoup plus simple et efficace de sauver des vies tout de suite. Tous les pays d'Amérique latine ont proposé d'envoyer immédiatement une mission de médiation, présidée par Lula. La Ligue arabe et l'Union africaine soutenaient cette démarche et Kadhafi avait accepté (proposant aussi d'envoyer des observateurs internationaux pour vérifier le cessez-le feu).

Mais les insurgés libyens et les Occidentaux ont refusé cette médiation. Pourquoi ? « *Parce que Kadhafi n'est pas de bonne foi* », disent-ils. Possible. Tandis que les insurgés et leurs protecteurs occidentaux ont toujours été de bonne foi ? A propos des Etats-Unis, il est utile de rappeler comment ils se sont comportés dans *toutes* les guerres précédentes à chaque fois qu'un cessez-le-feu était possible...

En 1991, lorsque Bush père a attaqué l'Irak parce que celui-ci avait envahi le Koweït, Saddam Hussein a proposé de se retirer et qu'Israël évacue aussi les territoires illégalement occupés en Palestine. Mais les USA et les pays européens ont refusé six propositions de négociation. [7]

En 1999, lorsque Clinton a bombardé la Yougoslavie, Milosevic avait accepté les conditions imposées à Rambouillet, mais les USA et l'Otan en ont rajouté une, volontairement inacceptable : l'occupation totale de la Serbie. [8]

En 2001, lorsque Bush fils a attaqué l'Afghanistan, les talibans avaient proposé de livrer Ben Laden à un tribunal international si on fournissait des preuves de son implication, mais Bush a refusé de négocier.

En 2003, lorsque Bush fils a attaqué l'Irak sous prétexte d'armes de destruction massive, Saddam Hussein a proposé d'envoyer des inspecteurs, mais Bush a refusé car il savait que les inspecteurs ne trouveraient rien. Ceci a été confirmé par la divulgation du mémo d'une réunion entre le gouvernement britannique et les dirigeants des services secrets britanniques en juillet 2002 : « *Les dirigeants britanniques espéraient que l'ultimatum soit rédigé en des termes inacceptables afin que Saddam Hussein le rejette directement. Mais ils étaient loin d'être certains que cela marcherait. Alors, il y avait un Plan B : les avions patrouillant dans la « no fly zone » jetant de nombreuses bombes en plus dans l'espoir que ceci provoquerait une réaction qui donnerait une excuse pour une large campagne de bombardements.* » [9]

Alors, avant d'affirmer que « nous » disons toujours la vérité tandis que « eux » mentent toujours, et aussi que « nous » recherchons toujours une solution pacifique, tandis que « eux » ne veulent pas de compromis, il faudrait être plus prudents... Tôt ou tard, le public apprendra ce qui s'est vraiment passé lors des négociations en coulisses, et constatera une fois de plus qu'il a été manipulé. Mais il sera trop tard, et on ne ressuscitera pas les morts.

La Libye, c'est comme la Tunisie et l'Egypte ?

Dans son excellente interview publiée il y a quelques jours par Investig'Action, Mohamed Hassan posait la bonne question : « *Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?* ». A la lumière des recherches récentes, il est possible de répondre : les trois, en fait. Une révolte spontanée, rapidement récupérée et transformée en guerre civile (qui avait été préparée), le tout servant de prétexte à une agression militaire. Qui, elle aussi, avait été préparée. Rien ne tombe du ciel en politique. Expliquons-nous...

En Tunisie et en Egypte, la révolte populaire a grandi progressivement en quelques semaines, s'organisant peu à peu et s'unifiant sur des revendications claires, ce qui a permis de chasser les tyrans. Mais quand on analyse l'enchaînement ultra-rapide des événements à Benghazi, on est intrigué. Le 15 février, manifestation des parents de prisonniers politiques de la révolte de 2006. Manifestation durement réprimée, comme cela a toujours été le cas en Libye et dans les autres pays arabes. Et, à peine deux jours plus tard, re-manifestation, mais cette fois, les manifestants sont armés et passent directement à l'escalade contre le régime de Kadhafi. En deux jours, une révolte populaire devient une guerre civile ! Tout à fait spontanément ?

Pour le savoir, il faut examiner ce qui se cache sous le vocable imprécis « opposition libyenne ». A notre avis, quatre composantes aux intérêts très différents. 1° Une opposition démocratique. 2° Des dignitaires de Kadhafi « retournés » par l'Ouest. 3° Des clans libyens mécontents du partage des richesses. 4° Des combattants de tendance islamiste.

Qui compose cette « opposition libyenne » ?

Dans cet enchevêtrement, il est important de savoir à qui on a à faire. Et surtout quelle faction a été intégrée dans les stratégies des grandes puissances...

1° Opposition démocratique. Il est légitime d'avoir des revendications face au régime Kadhafi, dictatorial et corrompu comme les autres régimes arabes. Un peuple a le droit de vouloir remplacer un régime autoritaire par un système plus démocratique. Cependant, ces revendications sont jusqu'ici peu organisées et sans programme précis. On rencontre aussi, à l'étranger, des mouvements révolutionnaires libyens, également assez disparates, mais tous opposés à l'ingérence étrangère. Pour diverses raisons que l'on va clarifier, ce ne sont pas ces éléments démocratiques qui ont grand chose à dire aujourd'hui sous la bannière des USA et de la France.

2° Dignitaires « retournés ». A Benghazi, un « gouvernement provisoire » a été instauré et est dirigé par Mustapha Abud Jalil. "Cet homme était, jusqu'au 21 février, ministre de la Justice de Kadhafi. Deux mois plus tôt, Amnesty l'avait placé sur la liste des plus effroyables responsables de violations de droits humains d'Afrique du nord » (10). C'est cet individu qui, selon les autorités bulgares, avait organisé les tortures de infirmières bulgares et du médecin palestinien longtemps détenus par le régime. Un autre « homme fort » de cette opposition est le général Abdul Fatah Younis, ex ministre de l'Intérieur de Kadhafi et auparavant chef de la police politique. On comprend que Massimo Introvigne, représentant de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, estime que ces personnages « *ne sont pas les 'démocrates sincères' des discours d'Obama, mais parmi les pires instruments du régime de Kadhafi, qui aspirent à chasser le colonel pour prendre sa place* ». (10)

3° Clans mécontents. Comme le soulignait Mohamed Hassan, la structure de la Libye est restée fortement tribale. Durant la période coloniale, sous le régime du roi Idriss, les clans de l'est dominaient et les richesses pétrolières leur profitaient. Après la révolution de 1969, Kadhafi s'est appuyé sur les tribus de l'ouest et c'est l'est qui a été défavorisé. Il faut le regretter, un pouvoir démocratique et juste doit veiller à combattre les discriminations entre régions. On peut aussi se demander si les anciennes puissances coloniales n'ont pas encouragé les tribus mécontentes à saper l'unité du pays. Ce ne serait pas la première fois. Aujourd'hui, France et USA misent sur les clans de l'est pour prendre le contrôle du pays. Diviser pour régner, un vieux classique du colonialisme.

4° Eléments d'Al-Qaida. Des câbles diffusés par Wikileaks avertissaient que l'Est de la Libye était, proportionnellement, le premier exportateur au monde de « combattants - martyrs » en Irak. Des rapports du Pentagone décrivaient un « scénario alarmant » sur les rebelles libyens de Benghazi et Derna. Derna, ville de 80.000 habitants à peine, serait la première source de jihadistes en Irak. De même, Vicent Cannistraro, ancien chef de la CIA en Libye, signale parmi les rebelles beaucoup d'« extrémistes islamiques capables de créer des problèmes » et que les « probabilités [sont] élevées que les individus les plus dangereux puissent avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber ». (10).

Evidemment, tout ceci s'écrivait lorsque Kadhafi était encore « un ami ». Mais ça montre l'absence totale de principes dans le chef des USA et de leurs alliés. Quand Kadhafi a réprimé la révolte islamiste de Benghazi en 2006, ce fut avec les armes et le soutien des Occidentaux. Une fois, on est contre les combattants à la Ben Laden. Une fois, on les utilise. Faudrait savoir.

Parmi ces diverses « oppositions », quel élément l'emportera ? C'est peut-être aussi un but de l'intervention militaire de Washington, Paris et Londres : veiller à ce que « les bons » l'emportent ? Les bons de leur point de vue évidemment. Plus tard, on utilisera la « menace islamique » comme prétexte pour s'installer durablement

En tout cas, une chose est sûre : le scénario libyen est différent des scénarios tunisien ou égyptien. Là, c'était « un peuple uni contre un tyran ». Ici, on est dans une guerre civile, Kadhafi disposant du soutien d'une partie de la population. Et dans cette guerre civile, le rôle qu'ont joué les services secrets US et français n'est déjà plus si secret que ça...

Quel a été le rôle des services secrets ?

En réalité, l'affaire libyenne n'a pas commencé en février à Benghazi en février, mais à Paris le 21 octobre 2010. Selon les révélations du journaliste italien Franco Bechis (*Libero*, 24 mars), c'est ce jour-là que les services secrets français ont préparé la révolte de Benghazi. Ils ont alors « retourné » (ou peut-être déjà avant) Nuri Mesmari, chef du protocole de Kadhafi, qui était quasiment son bras droit. Le seul qui entrait sans frapper dans la résidence du guide libyen. Venu à Paris avec toute sa famille pour une opération chirurgicale, Mesmari n'y a rencontré aucun médecin, mais se serait par contre entretenu avec plusieurs fonctionnaires des services secrets français et de proches collaborateurs de Sarkozy, selon le bulletin web *Maghreb Confidential*.

Le 16 novembre, à l'hôtel Concorde Lafayette, il aurait préparé une imposante délégation qui allait se rendre deux jours plus tard à Benghazi. Officiellement, il s'agissait de responsables du ministère de l'Agriculture et de dirigeants des firmes France Export Céréales, France Agrimer, Louis Dreyfus, Glencore, Cargill et Conagra. Mais, selon les services italiens, la délégation comportait aussi plusieurs militaires français camouflés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils rencontreront Abdallah Gehani, un colonel libyen que Mesmari a indiqué comme étant prêt à déserter.

A la mi-décembre, Kadhafi, méfiant, envoie un émissaire à Paris pour essayer de contacter Mesmari. Mais la France l'arrête. D'autres Libyens se rendent visite à Paris le 23 décembre, et ce sont eux qui vont diriger la révolte de Benghazi avec les milices du colonel Gehani. D'autant que Mesmari a fourni aux Français de nombreux secrets de la défense libyenne. De tout ceci, il ressort que la révolte à l'est n'est donc pas si spontanée qu'on nous l'a dit. Mais ce n'est pas tout. Il n'y a pas que les Français...

Qui dirige à présent les opérations militaires du « Conseil national Libyen » anti-Kadhafi ? Un homme tout juste arrivé des USA le 14 mars, selon *Al Jazeera*. Décrit comme une des deux « stars » de l'insurrection libyenne par le quotidien britannique de droite *Daily Mail*, Khalifa Hifter est un ancien colonel de l'armée libyenne, passé aux Etats-Unis. Celui qui fut un des principaux commandants militaires de la Libye jusqu'à la désastreuse expédition au Tchad fin des années 80, a ensuite émigré aux USA et vécu ces vingt dernières années en Virginie. Sans source de revenus connue, mais à petite distance des bureaux... de la CIA. [11] Le monde est petit.

Comment un haut militaire libyen peut-il entrer aux Etats-Unis en toute tranquillité, quelques années après l'attentat terroriste de Lockerbie, pour lequel la Libye a été condamnée, et vivre vingt ans tranquillement à côté de la CIA ? Il a forcément dû offrir quelque chose en échange. Publié en 2001, le livre *Manipulations africaines* de Pierre Péan retrace les connexions d'Hifter avec la CIA et la création, avec le soutien de celle-ci, du Front National de Libération Libyen. Le seul exploit du dit Front sera l'organisation en 2007, aux USA, d'un « congrès national » financé par le National Endowment for Democracy [12], traditionnel intermédiaire de la CIA pour arroser les organisations au service des Etats-Unis...

En mars de cette année, à une date non communiquée, le président Obama a signé un ordre secret autorisant la CIA à mener des opérations en Libye pour renverser Kadhafi. Le *Wall Street Journal*, qui relate ceci le 31 mars, ajoute : « Les responsables de la CIA reconnaissent avoir été actifs en Libye depuis plusieurs semaines, tout comme d'autres services occidentaux. ».

Tout ceci n'est plus très secret, ça figure depuis un bon moment sur Internet, et ce qui est étonnant, c'est que les grands médias n'en aient pas dit un mot. Pourtant, on a déjà connu de nombreux exemples de « combattants de la liberté » ainsi armés et financés par la CIA. Par exemple, dans les années 80, les milices terroristes *contras*, mises sur pied par Reagan pour déstabiliser le Nicaragua et renverser son gouvernement progressiste. N'a-t-on rien appris de l'Histoire ? Cette « gauche » européenne qui applaudit aux bombardements n'utilise pas Internet ?

Faut-il s'étonner que les services italiens « balacent » ainsi les exploits de leurs confrères français et que ceux-ci « balacent » leurs collègues US ? Seulement si on croit aux belles histoires sur l'amitié entre « alliés occidentaux ». On va en parler...

[1] Reuters, 22/3

[2] Sunday Times, 16 septembre 2007.

[3] Washington Post, 17 septembre 2007.

[4] Collision Course, Praeger, 2005, p.xiii.

[5] Does America need a foreign policy ?, Simon and Schuster, 2001, p. 111.

[6] Le Grand Echiquier, Paris 1997, p. 59-61.

[7] Michel Collon, Attention, médias ! Bruxelles, 1992, p. 92.

[8] Michel Collon, Monopoly, - L'Otan à la conquête du monde, Bruxelles 2000, page 38.

[9] Michael Smith, La véritable information des mémos de Downing Street, Los Angeles Times, 23 juin 2005.

[10] Et si les gentils n'étaient pas si gentils ? - Maurizio Matteuzzi, Il manifesto, 23 mars

2011, <http://www.ilmanifesto.it/Quotidian...> Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[11] McClatchy Newspapers (USA), 27 mars.

[12] Eva Golinger, Code Chavez, CIA contre Venezuela, Liège, 2006

<http://michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-1-3.html>

2 - Comprendre la guerre en Libye (2/3)

8 avril 2011

Quels sont les véritables objectifs des Etats-Unis ? A ce stade de notre réflexion, plusieurs indices permettent déjà d'écarter définitivement la thèse de la guerre humanitaire ou de la réaction impulsive face aux événements. Si Washington et Paris ont délibérément refusé toute négociation, s'ils ont « travaillé » depuis un bon moment l'opposition libyenne et préparé des scénarios détaillés d'intervention, si les porte-avions se tenaient depuis longtemps prêts à intervenir (comme l'a confirmé l'amiral Gary Roughead, chef de l'US Navy : « Nos forces étaient déjà positionnées contre la Libye », Washington, 23 mars), c'est forcément que cette guerre n'a pas été décidée au dernier moment en réaction à des événements soudains, mais qu'elle avait été planifiée. Parce qu'elle poursuit des objectifs majeurs qui dépassent largement la personne de Kadhafi. Lesquels ?

Les objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

Dans cette guerre contre la Libye, Washington poursuit plusieurs objectifs simultanément :

1. Contrôler le pétrole.
2. Sécuriser Israël.
3. Empêcher la libération du monde arabe.
4. Empêcher l'unité africaine.
5. Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique.

Ca fait beaucoup d'objectifs ? Oui. Tout comme lors des guerres précédentes : Irak, Yougoslavie, Afghanistan. En effet, une guerre de ce type coûte cher et comporte des risques importants pour l'image des Etats-Unis, surtout quand ils ne parviennent pas à gagner. Si Obama déclenche une telle guerre, c'est qu'il en attend des gains très importants.

Objectif n° 1 : Contrôler l'ensemble du pétrole

Certains disent que cette fois, ce n'est pas une guerre du pétrole, car les quantités libyennes seraient marginales dans la production mondiale et que, de toute façon, Kadhafi vendait déjà son pétrole aux Européens. Mais ils ne comprennent pas en quoi consiste la « guerre mondiale du pétrole »...

Avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme, les grandes puissances économiques se livrent une compétition de plus en plus acharnée. Les places sont chères dans ce jeu de chaises musicales. Pour garantir une chaise à ses multinationales, chaque puissance doit se battre sur tous les fronts : conquérir des marchés, conquérir des zones de main d'œuvre profitable, obtenir de gros contrats publics et privés, s'assurer des monopoles commerciaux, contrôler des Etats qui lui accorderont des avantages... Et surtout, s'assurer la domination sur des matières premières convoitées. Et avant tout, le pétrole.

En 2000, analysant les guerres à venir dans notre livre *Monopoly*, nous écrivions : « *Qui veut diriger le monde, doit contrôler le pétrole. Tout le pétrole. Où qu'il soit.* ». Si vous êtes une grande puissance, il ne vous suffit pas d'assurer votre propre approvisionnement en pétrole. Vous voudrez plus, vous voudrez le maximum. Non seulement pour les énormes profits, mais surtout parce qu'en vous assurant un monopole, vous serez à même d'en priver vos rivaux trop gênants ou de les soumettre à vos conditions. Vous détiendrez l'arme absolue. Chantage ? Oui.

Depuis 1945, les Etats-Unis ont tout fait pour s'assurer ce monopole sur le pétrole. Un pays rival comme le Japon dépendait par exemple à 95% des USA pour son approvisionnement en énergie. De quoi garantir son obéissance. Mais les rapports de force changent, le monde devient multipolaire et les Etats-Unis font face à la montée de la Chine, à la remontée de la Russie, à l'émergence du Brésil et d'autres pays du Sud. Le monopole devient de plus en plus difficile à maintenir.

Le pétrole libyen, c'est seulement 1% ou 2% de la production mondiale ? D'accord, mais il est de la meilleure qualité, d'extraction facile et donc très rentable. Et surtout il est situé tout près de l'Italie, de la France et de l'Allemagne. Importer du pétrole du Moyen-Orient, d'Afrique noire ou d'Amérique latine se ferait à un coût bien supérieur. Il y a donc bel et bien bataille pour l'or noir libyen. D'autant plus pour un pays comme la France, la plus engagée dans un programme nucléaire devenu bien hasardeux.

Dans ce contexte, il faut rappeler deux faits. 1. Kadhafi désirait porter la participation de l'Etat libyen dans le pétrole de 30% à 51%. 2. Le 2 mars dernier, Kadhafi s'était plaint que la production pétrolière de son pays était au plus bas. Il avait menacé de remplacer les firmes occidentales ayant quitté la Libye par des sociétés chinoises, russes et indiennes. Est-ce une coïncidence ? Chaque fois qu'un pays africain commence à se tourner vers la Chine, il lui arrive des problèmes. Voici un autre indice : Ali Zeidan, l'homme qui a lancé le chiffre de « six mille morts civils », qui auraient été victimes des bombardements de Kadhafi, cet homme est aussi le porte-parole du fameux CNT, le gouvernement d'opposition, reconnu par la France. Eh bien, à ce titre, Ali Zeidan a déclaré que « *les contrats signés seront respectés* », mais que le futur pouvoir « *prendra en considération les nations qui nous ont aidés* » ! C'est donc bien une nouvelle guerre du pétrole. Mais elle ne se déroule pas seulement contre la Libye...

Pourquoi ces rivalités USA – France - Allemagne ?

Si la guerre contre la Libye est juste humanitaire, on ne comprend pas pourquoi ceux qui la mènent se disputent entre eux. Pourquoi Sarkozy s'est-il précipité pour être le premier à bombarder ? Pourquoi s'est-il fâché lorsque l'Otan a voulu prendre le contrôle des opérations ? Son argument « *L'Otan est impopulaire dans les pays arabes* » ne tient pas debout. Comme si lui, Sarkozy, y était tellement populaire après avoir à ce point protégé Israël et Ben Ali !

Pourquoi l'Allemagne et l'Italie ont-elles été si réticentes face à cette guerre ? Pourquoi le ministre italien Frattini a-t-il d'abord déclaré qu'il fallait « *défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye* » et que « *l'Europe ne devrait pas exporter la démocratie en Libye* » [1] ? Simples divergences sur l'efficacité humanitaire ? Non, il s'agit là aussi d'intérêts économiques. Dans une Europe confrontée à la crise, les rivalités sont de plus en plus fortes aussi. Il y a quelques mois encore, on défilait à Tripoli pour embrasser Kadhafi et empocher les gros contrats libyens. Ceux qui les avaient obtenus, n'avaient pas intérêt à le renverser. Ceux qui ne les avaient pas obtenus, y ont intérêt.

Qui était le premier client du pétrole libyen ? L'Italie. Qui était le deuxième ? L'Allemagne. Continuons avec les investissements et les exportations des puissances européennes... Qui avait obtenu le plus de contrats en Libye ? L'Italie. Numéro deux ? L'Allemagne.

C'est la firme allemande BASF qui était devenue le principal producteur de pétrole en Libye avec un investissement de deux milliards d'euros. C'est la firme allemande DEA, filiale du géant de l'énergie RWE, qui a obtenu plus de quarante mille kilomètres carrés de gisements de pétrole et de gaz. C'est la firme allemande Siemens qui a joué le rôle majeur dans les énormes investissements du gigantesque projet « *Great Man Made River* » : le plus grand projet d'irrigation au monde, un réseau de pipelines pour amener l'eau depuis la nappe aquifère de la Nubie jusqu'au désert du Sahara. Plus de 1.300 puits, souvent à plus de cinq cents mètres de profondeur qui, une fois tous les travaux terminés, fourniront chaque jour 6,5 millions de mètres cubes d'eau à Tripoli, Benghazi, Syrte et d'autres villes. [2] 25 milliards de dollars qui ont attiré quelques convoitises ! De plus, avec ses pétrodollars, la Libye avait aussi engagé un très ambitieux programme pour renouveler ses infrastructures, construire des écoles et des hôpitaux et pour industrialiser le pays.

Profitant de sa puissance économique, l'Allemagne a noué des partenariats économiques privilégiés avec la Libye, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe arabe. Elle n'a donc aucune envie d'abîmer son image dans le monde arabe. Quant à l'Italie, il faut rappeler qu'elle colonisa la Libye avec une brutalité inouïe en s'appuyant sur les tribus de l'ouest contre celles de l'est. Aujourd'hui, à travers Berlusconi, les sociétés italiennes ont obtenu quelques beaux contrats. Elles ont donc beaucoup à perdre. Par contre, la France et l'Angleterre qui n'ont pas obtenu les plus beaux morceaux du gâteau, sont à l'offensive pour obtenir le repartage de ce gâteau. Et la guerre en Libye est tout simplement le prolongement de la bataille économique par d'autres moyens. Le monde capitaliste n'est vraiment pas beau.

La rivalité économique se transpose sur le plan militaire. Dans une Europe en crise et dominée par une Allemagne ultraperformante (grâce notamment à sa politique de bas salaires), la France rompt ses alliances et se tourne à présent vers la Grande-Bretagne pour tenter de rééquilibrer la situation. Paris et Londres ont davantage de moyens militaires que Berlin, et tentent de jouer cette carte pour contrer leur faiblesse économique.

Objectif n° 2 : Sécuriser Israël

Au Moyen-Orient, tout est lié. Comme Noam Chomsky nous l'a expliqué dans un entretien [3] : « *A partir de 1967, le gouvernement US a considéré Israël comme un investissement stratégique. C'était un des commissariats de quartier chargés de protéger les dictatures arabes productrices de pétrole.* ». Israël, c'est le flic du Moyen-Orient.

Seulement, le problème nouveau pour Washington, c'est que les nombreux crimes commis par Israël (Liban, Gaza, flotille humanitaire...) l'isolent de plus en plus. Les peuples arabes réclament la fin de ce colonialisme. Du coup, c'est le « flic » qui a besoin d'être protégé. Israël ne peut survivre sans un entourage de dictatures arabes ne tenant aucun compte de la volonté de leurs peuples d'être solidaires des Palestiniens. C'est pourquoi Washington a protégé Moubarak et Ben Ali, et protégera les autres dictateurs.

Les Etats-Unis craignent de « perdre » la Tunisie et l'Egypte dans les années à venir. Ce qui changerait les rapports de force dans la région. Après la guerre contre l'Irak en 2003, qui était aussi un avertissement et une intimidation envers tous les autres dirigeants arabes, Kadhafi avait senti la menace. Il avait donc multiplié les concessions, parfois exagérées, aux puissances occidentales et à leur néolibéralisme. Ce qui l'avait affaibli sur le plan intérieur des résistances sociales. Quand on cède au FMI, on fait du tort à sa population. Mais si demain la Tunisie et l'Egypte virent à gauche, Kadhafi pourra sans doute revenir sur ces concessions.

Un axe de résistance Le Caire – Tripoli – Tunis, tenant tête aux Etats-Unis et décidé à faire plier Israël serait un cauchemar pour Washington. Faire tomber Kadhafi, c'est donc de la prévention.

Objectif n° 3 : Empêcher la libération du monde arabe

Qui règne aujourd'hui sur l'ensemble du monde arabe, son économie, ses ressources et son pétrole ? Pas les peuples arabes, on le sait. Mais pas non plus les dictateurs en place. Certes, ils occupent le devant de la scène, mais les véritables maîtres sont dans les coulisses.

Ce sont les multinationales US et européennes qui décident ce qu'on va produire ou non dans ces pays, quels salaires on paiera, à qui profiteront les revenus du pétrole et quels dirigeants on y imposera. Ce sont les multinationales qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos des populations arabes.

Imposer des tyrans à l'ensemble du monde arabe a des conséquences très graves : le pétrole, mais aussi les autres ressources naturelles servent seulement aux profits des multinationales, pas à diversifier l'économie locale et à créer des emplois. En outre, les multinationales imposent des bas salaires dans le tourisme, les petites industries et les services en sous-traitance. Du coup, ces économies restent dépendantes, déséquilibrées et elles ne répondent pas aux besoins des peuples. Dans les années à venir, le chômage va encore s'aggraver. Car 35% des Arabes ont moins de quinze ans. Les dictateurs sont des employés des multinationales, chargés d'assurer leurs profits et de briser la contestation. Les dictateurs ont pour rôle d'empêcher la Justice sociale.

Trois cent millions d'Arabes répartis en vingt pays, mais se considérant à juste titre comme une seule nation, se trouvent donc placés face à un choix décisif : accepter le maintien de ce colonialisme ou devenir indépendants en empruntant une voie nouvelle ? Tout autour, le monde est en plein bouleversement : la Chine, le Brésil et d'autres pays s'émancipent politiquement, ce qui leur permet de progresser économiquement. Le monde arabe demeurera-t-il en arrière ? Restera-t-il une dépendance des Etats-Unis et de l'Europe, une arme que ceux-ci utilisent contre les autres nations dans la grande bataille économique et politique internationale ? Ou bien l'heure de la libération va-t-elle enfin sonner ?

Cette idée terrorise les stratèges de Washington. Si le monde arabe et le pétrole leur échappent, c'en est fini de leur domination sur la planète. Car les Etats-Unis, puissance en déclin économique et politique, sont de plus en plus contestés : par l'Allemagne, par la Russie, par l'Amérique latine et par la Chine. En outre, de nombreux pays du Sud aspirent à développer les relations Sud – Sud, plus avantageuses que la dépendance envers les Etats-Unis.

Ceux-ci ont de plus en plus de mal à se maintenir comme la plus grande puissance mondiale, capable de piller des nations entières et capable de porter la guerre partout où ils le décident. Répétons-le : si demain le monde arabe s'unit et se libère, si les Etats-Unis perdent l'arme du pétrole, ils ne seront plus qu'une puissance de second rang dans un monde multipolaire. Mais ce sera un grand progrès pour l'humanité : les relations internationales prendront un nouveau cours, et les peuples du Sud pourront enfin décider de leur propre sort et en finir avec la pauvreté.

Ceux pour qui la démocratie est dangereuse

Les puissances coloniales ou néocoloniales d'hier nous jurent qu'elles ont changé. Après avoir financé, armé, conseillé et protégé Ben Ali, Moubarak et compagnie, voilà que les Etats-Unis, la France et les autres nous inondent de déclarations touchantes. Comme Hillary Clinton : « *Nous soutenons l'aspiration des peuples arabes à la démocratie.* »

C'est un mensonge total. Les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent absolument pas d'une démocratie arabe, ne veulent absolument pas que les Arabes puissent décider sur leur pétrole et leurs autres richesses. Ils ont donc tout fait pour freiner la démocratisation, pour maintenir au pouvoir des responsables de l'ancien régime. Et, quand cela échoue, pour imposer d'autres dirigeants à eux, chargés de démobiliser les résistances populaires. Le pouvoir égyptien vient par exemple de prendre des mesures anti-grèves très brutales.

Expliquer la guerre contre la Libye par cette idée qu'après la Tunisie et l'Egypte, Washington et Paris auraient « compris » et voudraient se donner bonne conscience ou en tout cas redorer leur blason, ce n'est donc qu'une grosse tromperie. En réalité, la politique occidentale dans le monde arabe forme un ensemble qui s'applique sous trois formes diverses : 1. Maintenir des dictatures répressives. 2. Remplacer Moubarak et Ben Ali par des pions sous contrôle. 3. Renverser les gouvernements de Tripoli, Damas et Téhéran pour recoloniser ces pays « perdus ». Trois méthodes, mais un même objectif : maintenir le monde arabe sous domination pour continuer à l'exploiter.

La démocratie est dangereuse quand on représente seulement les intérêts d'une toute petite minorité sociale. Ce qui fait très peur aux Etats-Unis, c'est que le mécontentement social a éclaté dans pratiquement toutes les dictatures arabes... En Irak (et nos médias n'en ont rien dit), de nombreuses grèves ont touché le pétrole, le textile, l'électricité et d'autres secteurs. A Kut, les troupes US ont même encerclé une usine textile en grève. On a manifesté dans seize des dix-huit provinces, toutes communautés confondues, contre ce gouvernement corrompu qui abandonne son peuple dans la misère. A Bahreïn, sous la pression de la rue, le roi a fini par promettre une bourse spéciale de 2.650 \$ à chaque famille. A Oman, le sultan Qaboos bin Saïd a remplacé la moitié de son gouvernement et augmenté le salaire minimum de 40%, ordonnant de créer cinquante mille emplois. Même le roi saoudien Fahd a débloqué 36 milliards de dollars pour aider les familles à bas et moyens revenus !

Evidemment, une question surgit de suite chez tous les gens simples : mais s'ils avaient tout cet argent, pourquoi le gardaient-ils dans leurs coffres ? La question suivante étant : combien d'autres milliards ont-ils volé à leurs peuples avec la complicité des Etats-Unis ? Et la dernière : comment mettre fin à ce vol ?

« Révolutions Facebook », grand complot US ou vraies révolutions ?

Une interprétation erronée s'est répandue sur Internet : les révolutions arabes auraient été déclenchées et manipulées par les Etats-Unis. Ils en auraient tiré les ficelles pour opérer des changements bien contrôlés et pouvoir attaquer la Libye, la Syrie, l'Iran. Tout aurait été « fabriqué ». L'argument pour cette thèse : des organismes plus ou moins officiels avaient invité aux USA et formé des « cyberactivistes » arabes qui ont joué un rôle en pointe dans la circulation des infos et qui ont symbolisé une révolution de type nouveau, la « révolution Facebook ».

L'idée de ce grand complot ne tient pas. En réalité, les Etats-Unis ont tout fait pour maintenir aussi longtemps que possible Moubarak, dictateur bien utile. Cependant, ils le savaient en mauvaise santé et « fini ». Dans ce genre de situations, ils

préparent évidemment un « Plan B » et même un « Plan C ». Le Plan B consistait à remplacer Moubarak par un de ses adjoints. Mais ça avait peu de chances de marcher, vu la colère profonde du peuple égyptien. Donc, ils avaient préparé aussi un, voire plusieurs Plan C, comme ils le font d'ailleurs dans pratiquement tous les pays qu'ils veulent contrôler. Ça consiste en quoi ? Ils achètent à l'avance quelques opposants et intellectuels - que ceux-ci s'en rendent compte ou non - et « investissent » donc dans l'avenir. Le jour venu, ils propulsent ces gens sur le devant de la scène. Combien de temps ça marchera, c'est une autre question dès lors que la population est mobilisée et qu'un régime, même relifté, ne peut résoudre les revendications populaires si son but est de maintenir l'exploitation des gens. Parler de « révolution Facebook » est un mythe qui arrange bien les USA. Autant nous avons signalé depuis longtemps l'importance cruciale des nouvelles méthodes d'info et de mobilisation sur Internet, autant est absurde l'idée que Facebook remplacerait les luttes sociales et les révolutions. Cette idée convient bien aux grands capitalistes (dont Moubarak était le représentant), mais en réalité ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est la contestation des travailleurs, car elle met directement en danger leur source de profits.

Le rôle des travailleurs

Facebook est une méthode de lutte, ce n'est pas l'essence de la révolution. Cette présentation veut escamoter le rôle de la classe ouvrière (au sens large), qui serait remplacée par Internet. En réalité, une révolution est une action par laquelle ceux d'en bas donnent leur congé à ceux d'en haut. Avec un changement radical non seulement du personnel politique, mais surtout dans les rapports d'exploitation sociale.

Aïe ! Selon nos grands penseurs officiels, ça fait longtemps qu'on n'aurait plus le droit d'employer le terme « lutte de classe » qui serait dépassé et même un peu obscène. Pas de chance pour vous, le deuxième homme le plus riche du monde, le grand boursier Warren Buffet, a lâché le morceau il y a quelque temps : « *D'accord, il y a une lutte de classe en Amérique. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre et nous la gagnons.* ». [4] Ça, Monsieur Buffett, il ne faut jamais en jurer avant la fin de la pièce ! Rira bien...

Mais les réalités tunisiennes et égyptiennes confirment la réalité de la lutte des classes, en accord avec Monsieur Buffett... Quand Ben Ali a-t-il fait sa valise ? Le 14 janvier, quand les travailleurs tunisiens étaient engagés dans une grève générale. Quand Moubarak a-t-il quitté son trône ? Lorsqu'une puissante grève des ouvriers égyptiens a paralysé les usines de textile, la poste et même les médias officiels. Explication par Joel Beinin, professeur à l'université de Stanford et ancien directeur à l'université américaine du Caire : « *Ces dix dernières années, une vague énorme de protestations sociales avaient touché plus de deux millions de travailleurs dans plus de trois mille grèves, sit-ins et autres formes de protestation. Tel était l'arrière-plan de tout ce soulèvement révolutionnaire des dernières semaines... Mais dans les derniers jours, on a vu des dizaines de milliers de travailleurs lier leurs revendications économiques avec l'exigence d'abolir le régime Moubarak...* ». [5]

La révolution arabe ne fait que commencer. Après les premières victoires populaires, la classe dominante, toujours au pouvoir, tente d'apaiser le peuple avec quelques petites concessions. Obama souhaitait que la rue se calme au plus vite et que tout reste comme avant. Cela peut marcher un temps, mais la révolution arabe est en route. Elle peut prendre des années mais sera difficile à arrêter.

Objectif n° 4 : Empêcher l'unité africaine

Continent le plus riche de la planète, avec une profusion de ressources naturelles, l'Afrique est aussi le plus pauvre. 57% vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'1,25 \$ par jour.

La clé de ce mystère ? C'est justement que les multinationales ne paient pas ces matières premières, elles les volent. En Afrique, elles pillent les ressources, imposent des bas salaires, des accords commerciaux défavorables et des privatisations nuisibles, elles exercent toutes sortes de pressions et chantages sur des Etats faibles, elles les étranglent par une Dette injuste, elles installent des dictateurs complaisants, elles provoquent des guerres civiles dans les régions convoitées.

L'Afrique est stratégique pour les multinationales, car leur prospérité est basée sur le pillage de ces ressources. Si un prix correct était payé pour l'or, le cuivre, le platine, le coltan, le phosphate, les diamants et les produits agricoles, les multinationales seraient beaucoup moins riches mais les populations locales pourraient échapper à la pauvreté.

Pour les multinationales des Etats-Unis et d'Europe, il est donc vital d'empêcher l'Afrique de s'unir et de s'émanciper. Elle doit rester dépendante. Un exemple, bien exposé par un auteur africain, Jean-Paul Pougala... « *L'histoire démarre en 1992 lorsque quarante-cinq pays africains créent la société RASCOM pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat.*

Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an. Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ? Ainsi, la Banque Mondiale, le FMI, les USA, l'Union Européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant quatorze ans. C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire ; le guide libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, sud-africain, nigérian, angolais, algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût dix fois inférieur, un vrai défi.

Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique. (...) C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX. » [6]

Tiens, voilà quelque chose qu'on ne nous avait pas raconté sur le méchant Kadhafi ! Qu'il aidait les Africains à s'émanciper de l'étouffante tutelle des Occidentaux. Y aurait-il encore d'autres non dits de ce genre ?

Kadhafi a défié le FMI et Obama joue les pick-pockets

Oui. En soutenant le développement du « Fonds monétaire africain » (FMA), Kadhafi a commis le crime de défier le Fonds Monétaire International (FMI). On sait que le FMI, contrôlé par les Etats-Unis et l'Europe, et présidé par Dominique Strauss-Kahn, exerce un véritable chantage sur les pays en développement. Il leur prête seulement à condition que ces pays acceptent de se défaire de leurs entreprises au profit des multinationales, de passer des commandes inintéressantes ou de réduire leurs budgets santé et éducation. Bref, ce banquier FMI est très nuisible.

Eh bien, de même que les Latinos ont lancé leur propre *Banco Sur*, pour contrer les chantages arrogants du FMI et décider eux-mêmes quels projets vraiment utiles ils veulent financer, voici que le FMA pourrait commencer à offrir une voie plus indépendante aux Africains. Et qui finance le FMA ? L'Algérie a fourni 16 milliards, et la Libye 10 milliards. Soit ensemble 62% de son capital.

Mais, dans la plus grande discrétion médiatique, Obama vient tout simplement de voler trente milliards au peuple libyen. Comment ça s'est passé ? Le 1^{er} mars (bien avant la résolution de l'ONU), il a donné l'ordre au Trésor US de bloquer les dépôts de la Libye aux USA. Puis, le 17 mars, il s'est arrangé pour insérer dans la résolution 1973 de l'ONU une petite phrase autorisant à geler les avoirs de la banque centrale de Libye mais aussi de la compagnie nationale libyenne du pétrole. On sait que Kadhafi a amassé un trésor pétrolier qui lui a permis d'investir dans de grandes sociétés européennes, dans de grands projets de développement africain (et peut-être aussi dans certaines campagnes électorales européennes, mais ceci ne semble pas constituer une forme efficace d'assurance-vie !)...

Bref, la Libye est un pays assez riche (200 milliards de dollars de réserves) qui a attiré les convoitises d'une puissance hyper-endettée : les Etats-Unis. Alors, pour détourner les dizaines de milliards de dollars de la banque nationale libyenne, bref pour faire les poches du peuple libyen, Obama a simplement baptisé tout ça « *source potentielle de financement du régime Kadhafi* » et le tour était joué. Un vrai pick-pocket.

Malgré tous ses efforts pour amadouer l'Occident en multipliant les concessions au néolibéralisme, Kadhafi inquiétait toujours les dirigeants des Etats-Unis. Un câble de l'ambassade US à Tripoli, datant de novembre 2007, déplore cette résistance : « *Ceux qui dominent la direction politique et économique de la Libye poursuivent des politiques de plus en plus nationalistes dans le secteur de l'énergie.* » Refuser la privatisation tous azimuts, ça mérite donc des bombardements ? La guerre est bel et bien la continuation de l'économie par d'autres moyens.

Objectif n° 5 : Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique

Au départ, l'Otan était censée protéger l'Europe contre la « menace militaire soviétique ». Donc, une fois l'URSS disparue, l'Otan aurait dû disparaître aussi. Mais ce fut tout le contraire...

Après avoir bombardé en Bosnie en 1995, Javier Solana, secrétaire-général de l'Otan, déclarait : « *L'expérience acquise en Bosnie pourra servir de modèle pour nos opérations futures de l'Otan* ». A l'époque, j'avais donc écrit : « *L'Otan réclame en fait une zone d'action illimitée. La Yougoslavie a été un laboratoire pour préparer de prochaines guerres. Où auront-elles lieu ?* » [7] Et je proposais cette réponse : « *Axe n° 1 : Europe de l'Est. Axe n° 2 : Méditerranée et Moyen-Orient. Axe n° 3 : le tiers monde en général.* » Nous y sommes, c'est ce programme qui se réalise aujourd'hui.

Dès 1999, l'Otan bombardait la Yougoslavie. Une guerre pour soumettre ce pays au néolibéralisme, ainsi que nous l'avons vu. Etudiant les analyses des stratégies US, je soulignai alors cette phrase de l'un d'eux, Stephen Blank : « *Les missions de l'Otan seront de plus en plus 'out of area' (hors de sa zone de défense). Sa fonction principale deviendrait donc d'être le véhicule de l'intégration de régions toujours plus nombreuses dans la communauté occidentale économique, de sécurité, politique et culturelle.* » [8]

Soumettre des régions toujours plus nombreuses à l'Occident ! J'écrivis alors : « *L'Otan est l'armée au service de la globalisation, l'armée des multinationales. Pas à pas, l'Otan se transforme bel et bien en gendarme du monde.* » [9]. Et j'indiquais les prochaines cibles probables de l'Otan : Afghanistan, Caucase, retour en Irak... Pour commencer.

Aujourd'hui que tout cela s'est effectivement réalisé, certains me demandent : « *Vous aviez une boule de cristal ?* ». Pas besoin de boule de cristal, il suffit d'étudier les documents du Pentagone et des grands bureaux de stratégie US, qui ne sont même pas secrets, et de saisir leur logique.

Et cette logique de l'Empire est en fait très simple : 1. Le monde est une source de profits. 2. Pour gagner la guerre économique, il faut être la superpuissance dominante. 3. Pour ça, il faut contrôler les matières premières, les régions et les routes stratégiques. 4. Toute résistance à ce contrôle doit être brisée : par la corruption, le chantage ou la guerre, peu important les moyens. 5. Pour rester la superpuissance dominante, il faut absolument empêcher les rivaux de s'allier contre le maître.

Expansion de l'Otan : sur trois continents déjà !

Pour défendre ces intérêts économiques et devenir le gendarme du monde, les dirigeants de l'Otan sèment la panique : « *Notre monde sophistiqué, industrialisé et complexe a été assailli par bon nombre de menaces mortelles : changement*

climatique, sécheresse, famine, cybersécurité, question énergétique » [10]. Ainsi, des problèmes non militaires, mais sociaux et environnementaux sont utilisés comme prétextes pour augmenter les armements et les interventions militaires. Le but de l'Otan est en fait de se substituer à l'ONU. Cette militarisation du monde rend notre avenir de plus en plus dangereux. Et cela a bien sûr un coût terrible : les Etats-Unis prévoient pour 2011 un budget militaire record de 708 milliards. Soit 2.320 dollars par habitant ! Deux fois plus qu'aux débuts de Bush. De plus, le ministre US de la Guerre, Robert Gates, ne cesse de pousser les Européens à dépenser plus : « *La démantèlement de l'Europe constitue un obstacle à la sécurité et à une paix durable au 21^{ème} siècle.* » [11] Les pays européens ont dû s'engager envers Washington à ne pas diminuer leurs dépenses militaires. Tout profite pour les firmes d'armement.

L'expansion mondiale de l'Otan n'a rien à voir avec Kadhafi, Saddam Hussein ou Milosevic. Il s'agit d'un plan global pour maintenir la domination sur la planète et ses richesses, pour maintenir les privilèges des multinationales, pour empêcher les peuples de choisir leur propre voie. L'Otan a protégé Ben Ali, Moubarak et les tyrans d'Arabie saoudite, l'Otan protégera ceux qui vont leur succéder, l'Otan brisera seulement ceux qui résistent à l'Empire.

Pour devenir gendarme du monde, l'Otan avance en effet pas à pas. Une guerre en Europe contre la Yougoslavie, une guerre en Asie contre l'Afghanistan et à présent, une guerre en Afrique contre la Libye. Déjà trois continents ! Elle avait bien été tentée d'intervenir aussi en Amérique latine en organisant des manœuvres contre le Venezuela il y a deux ans. Mais là, c'était trop risqué, car l'Amérique latine est de plus en plus unie et refuse les « gendarmes » des USA.

Pourquoi Washington veut-elle absolument installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique ? A cause des nouveaux rapports de forces mondiaux, analysés plus haut : Etats-Unis en déclin, contestés : par l'Allemagne, la Russie, l'Amérique latine et la Chine, et même par des pays petits et moyens du tiers monde.

Pourquoi ne parle-t-on pas d'Africom ?

Ce qui inquiète le plus Washington, c'est la puissance croissante de la Chine. Proposant des relations plus égalitaires aux pays asiatiques, africains et latino-américains, achetant les matières premières à meilleur prix et sans chantage colonial, proposant des crédits plus intéressants, réalisant des travaux d'infrastructure utiles au développement, la Chine leur offre une alternative à la dépendance envers Washington, Londres ou Paris. Alors, que faire pour contrer la Chine ?

Le problème, c'est qu'une puissance en déclin économique a moins de moyens de pression financière même sur les pays africains, les Etats-Unis ont donc décidé d'utiliser leur meilleure carte : la carte militaire. Il faut savoir que leurs dépenses militaires dépassent celles de tous les autres pays du globe réunis. Depuis plusieurs années, ils avancent peu à peu leurs pions sur le continent africain. Le 1er octobre 2008, ils ont installé « Africom » (Africa Command). Tout le continent africain (à l'exception de l'Egypte) a été placé sous un seul commandement US unifié regroupant l'US Army, l'US Navy, l'US Air Force, les Marines et les « opérations spéciales » (débarquements, coups d'Etat, actions clandestines...). L'idée étant de répéter ensuite le mécanisme avec l'Otan pour appuyer les forces US.

Washington, voyant des terroristes partout, en a trouvé en Afrique aussi. Comme par hasard aux alentours du pétrole nigérian et d'autres ressources naturelles convoitées. Donc, si vous voulez savoir où se dérouleront les prochains épisodes de la fameuse « guerre contre le terrorisme », cherchez sur la carte le pétrole, l'uranium et le coltan, et vous aurez trouvé. Et comme l'Islam est répandu dans de nombreux pays africains, dont le Nigéria, vous avez déjà le prochain scénario...

Objectif réel d'Africom : « stabiliser » la dépendance de l'Afrique, l'empêcher de s'émanciper, l'empêcher de devenir un acteur dépendant qui pourrait s'allier à la Chine et à l'Amérique latine. Africom constitue une arme essentielle dans les plans de domination mondiale des Etats-Unis. Ceux-ci veulent pouvoir s'appuyer sur une Afrique et des matières premières sous contrôle exclusif dans la grande bataille qui s'est déclenchée pour le contrôle de l'Asie et pour le contrôle de ses routes maritimes. En effet, l'Asie est le continent où se joue d'ores et déjà la bataille économique décisive du 21^{ème} siècle. Mais c'est un gros morceau avec une Chine très forte et un front d'économies émergentes qui ont intérêt à former un bloc. Washington veut dès lors contrôler entièrement l'Afrique et fermer la porte aux Chinois.

La guerre contre la Libye est donc une première étape pour imposer Africom à tout le continent africain. Elle ouvre une ère non de pacification du monde, mais de nouvelles guerres. En Afrique, au Moyen-Orient, mais aussi tout autour de l'Océan indien, entre l'Afrique et la Chine.

Pourquoi l'Océan indien ? Parce que si vous regardez une carte, vous voyez que c'est la porte de la Chine et de l'Asie toute entière. Donc, pour contrôler cet océan, Washington cherche à maîtriser plusieurs zones stratégiques : 1. Le Moyen-Orient et le Golfe persique, d'où sa nervosité à propos de pays comme l'Arabie saoudite, le Yémen, Bahreïn et l'Iran. 2. La Corne de l'Afrique, d'où son agressivité envers la Somalie et l'Erythrée. Nous reviendrons sur ces géostratégies dans le livre *Comprendre le monde musulman – Entretien avec Mohamed Hassan* que nous préparons pour bientôt.

Le grand crime de Kadhafi

Revenons à la Libye. Dans le cadre de la bataille pour contrôler le continent noir, l'Afrique du Nord est un objectif majeur. En développant une dizaine de bases militaires en Tunisie, au Maroc et en Algérie ainsi que dans d'autres nations africaines, Washington s'ouvrirait la voie pour établir un réseau complet de bases militaires couvrant l'ensemble du continent.

Mais le projet Africom a rencontré une sérieuse résistance des pays africains. De façon hautement symbolique, aucun n'a accepté d'accueillir sur son territoire le siège central d'Africom. Et Washington a dû maintenir ce siège à... Stuttgart en Allemagne, ce qui était fort humiliant. Dans cette perspective, la guerre pour renverser Kadhafi est au fond un avertissement très clair aux chefs d'Etat africains qui seraient tentés de suivre une voie trop indépendante.

Le voilà, le grand crime de Kadhafi : la Libye n'avait accepté aucun lien avec Africom ou avec l'Otan. Dans le passé, les Etats-Unis possédaient une importante base militaire en Libye. Mais Kadhafi la ferma en 1969. C'est évident, la guerre actuelle a notamment pour but de réoccuper la Libye. Ce serait un avant-poste stratégique permettant d'intervenir militairement en Egypte si celle-ci échappait au contrôle des Etats-Unis.

Quelles sont les prochaines cibles en Afrique ?

La question suivante sera donc : après la Libye, à qui le tour ? Quels autres pays africains pourraient être attaqués par les Etats-Unis ? C'est simple. Sachant que la Yougoslavie avait aussi été attaquée parce qu'elle refusait de rentrer dans l'Otan, il suffit de regarder la liste des pays n'ayant pas accepté de s'intégrer dans Africom, sous le commandement militaire des Etats-Unis. Il y en a cinq : Libye, Soudan, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Erythrée. Voilà les prochaines cibles.

Le Soudan a été scindé et placé sous la pression de sanctions internationales. Le Zimbabwe est sous sanctions également. La Côte d'Ivoire s'est vu imposer une guerre civile fomentée par l'Occident. L'Erythrée s'est vu imposer une guerre terrible par l'Ethiopie, agent des USA dans la région, elle est sous sanctions également.

Tous ces pays ont été ou vont être l'objet de campagnes de propagande et de désinformation. Qu'ils soient dirigés ou non par des dirigeants vertueux et démocratiques n'a rien à voir. L'Erythrée tente une expérience de développement économique et sociale autonome en refusant les « aides » que voudraient lui imposer la Banque mondiale et le FMI contrôlés par Washington. Ce petit pays remporte de premiers succès dans son développement, mais il est sous menace internationale. D'autres pays, s'ils « tournent mal », sont également dans le collimateur des Etats-Unis. L'Algérie particulièrement. En fait, il ne fait pas bon suivre sa propre voie...

Et pour ceux qui croiraient encore que tout ceci relève d'une « théorie du complot », que les USA ne programment pas tant de guerres mais improvisent en réagissant à l'actualité, rappelons ce qu'avait déclaré en 2007 l'ex-général Wesley Clark (commandant suprême des forces de l'Otan en Europe entre 1997 et 2001, qui dirigea les bombardements sur la Yougoslavie) : « En 2001, au Pentagone, un général m'a dit : 'Je viens de recevoir un mémo confidentiel ('classified') du secrétaire à la Défense : nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran'. » [12] Des rêves à la réalité, il y a une marge, mais les plans sont là. Juste retardés.

Source : www.michelcollon.info

[1] Marianna Lepore, The war in Libya and Italian interests, inaltreparole.net, 22 février.

[2] Ron Fraser, Libya accelerates German-Arabian peninsula alliance, Trumpet.com, 21 mars

[3] Michel Collon, *Israël, parlons-en !*, Bruxelles 2010, p. 172.

[4] *New York Times Magazine*, novembre 2006.

[5] Interview radio *Democracy now*, 10 février.

[6] J-P Pougalias, *Les mensonges de la guerre contre la Libye*, palestine-solidarite.org, 31 mars

[7] Michel Collon, *Poker menteur*, Bruxelles, 1998, p 160-168.

[8] Nato after enlargement, US Army War College, 1998, p. 97.

[9] Michel Collon, *Monopoly – L'Otan à la conquête du monde*, Bruxelles 2000, pp. 90 et 102).

[10] Assemblée commune Otan – Lloyd's à Londres, 1^{er} octobre 2009.

[11] Nato Strategic Concept seminar, Washington, 23 février 2010.

[12] Interview radio *Democracy Now*, 2 mars 2007

<http://michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-2-3.html>

3 Comprendre la guerre en Libye (3/3)

Michel Collon

8 avril 2011

A chaque guerre, c'est ainsi. Au début, il est presque impossible de s'y opposer. Le matraquage médiatique est tel qu'on est immédiatement catalogué comme complice d'un monstre.

Après un certain temps, quand viendront les « bavures », les morts civils, les échecs militaires et les révélations sur « nos amis », le débat finira bien par s'ouvrir. Mais au début, c'est très dur.

3ème partie : Pistes pour agir

Pour débloquent ce débat, la bataille de l'info est la clé, comme nous le disions encore il y a une semaine. [1] Et cette bataille ne peut être menée que par chacun de nous, là où il est, en fonction des personnes rencontrées, en écoutant bien ce qui les influence, en vérifiant les infos avec eux, patiemment... Pour mener efficacement ce débat, il est très important d'étudier l'expérience de la désinformation dans les guerres précédentes.

Les 5 principes de la propagande de guerre appliqués à la Libye

Cette expérience, nous l'avons résumée dans les « cinq principes de la propagande de guerre », exposés dans notre livre *Israël, parlons-en !* A chaque guerre, les médias veulent nous persuader que nos gouvernements font bien et pour ça, ils appliquent ces cinq principes : 1. Occulter les intérêts économiques. 2. Inverser la victime et l'agresseur. 3. Cacher l'Histoire. 4. Diaboliser. 5. Monopoliser l'info.

Ces cinq principes ont été appliqués à nouveau contre la Libye, on s'en est rendu compte dans les pages précédentes. Pour finir, attirons l'attention sur le quatrième : la diabolisation de l'adversaire. Les va-t-en-guerre doivent toujours persuader l'opinion qu'ils n'agissent pas pour obtenir des avantages économiques ou stratégiques, mais bien pour éliminer une grave menace. Dans chaque guerre, depuis des décennies, le dirigeant adverse a toujours été présenté comme cruel, immoral et dangereux, avec les pires récits d'atrocités. Par après, beaucoup de ces récits - et parfois tous - se sont dégonflés, mais peu importe, ils avaient rempli leur rôle : manipuler l'émotion du public pour l'empêcher d'analyser les intérêts réellement en jeu. Impossible de revenir en arrière.

Nous n'avons pas eu les moyens d'aller en Libye. Par contre, nous avons été en Yougoslavie, sous les bombes de l'Otan et nous avons constaté, et prouvé, que l'Otan avait menti systématiquement. [2] Nous l'avons constaté aussi en Irak. Quant à la Libye, cela y ressemble beaucoup, mais nous n'avons pas eu jusqu'ici les moyens de procéder à des test-médias sur les infos

présentées. Notre équipe Investig'Action manque encore des moyens nécessaires. Mais plusieurs observateurs ont déjà repéré de forts indices de désinformation. Par exemple, les « *six mille morts qui auraient été victimes des bombardements de Kadhafi sur des civils* ». Où sont les images ? Il n'y avait aucune caméra, aucun téléphone portable là-bas comme il y en avait à Gaza, à la place Tahrir, à Tunis ou au Bahreïn ? Aucune preuve, aucun témoignage fiable, des démentis par les satellites russes ou des observateurs de l'UE, et pourtant l'info a tourné en boucle inlassablement et plus personne n'ose la contredire sous peine d'être taxé de « complicité ».

Une guerre civile, ce n'est jamais de la dentelle, mais ceci est vrai des deux côtés. Une info partielle essaiera toujours de nous faire croire que les atrocités sont commises d'un seul côté et donc qu'il faut soutenir l'autre. Mais il convient d'être très prudent sur de tels récits.

Qui nous informe ?

Ce qu'il faut pouvoir montrer autour de nous, c'est que la diabolisation ne tombe pas du ciel. Elle est diffusée par des médias qui prennent parti, souvent sans le dire. Et c'est quand même toujours la première question à se poser dans une guerre : m'a-t-on fait entendre l'autre partie ?

Pourquoi en Europe et aux Etats-Unis, les médias sont-ils à fond contre Kadhafi ? Et pourquoi, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, en Russie, dénonce-t-on au contraire une nouvelle croisade impérialiste ? Ils se trompent tous ? Les Occidentaux savent toujours tout mieux ? Ou bien chacun est-il influencé par ses médias ? Alors, devons-nous suivre aveuglément nos médias ou les tester ?

Nous avons été abondamment abreuvés sur les côtés négatifs de Kadhafi. Mais qui nous a signalé ses aspects positifs ? Qui nous a parlé de son aide aux projets de développement africain ? Qui nous a dit que la Libye connaissait, selon les institutions internationales, le plus haut « indice de développement humain » de toute l'Afrique, loin devant les chouchous de l'Ouest comme l'Egypte ou la Tunisie ? Espérance de vie : 74 ans, analphabétisme réduit à 5%, budget de l'éducation à 2,7% du PIB et celui de la Défense à 1,1%.

Distinguer deux questions différentes

Il y a beaucoup d'intimidation intellectuelle dans le débat sur la Libye. Si vous dénoncez la guerre contre la Libye, on vous accuse de soutenir tout ce qu'a fait Kadhafi. Pas du tout. Il faut distinguer deux problèmes bien différents.

D'une part, les Libyens ont parfaitement le droit de choisir leurs dirigeants, et d'en changer par les moyens qu'ils jugent nécessaires. Les Libyens ! Pas Obama, ni Sarkozy. Tout en faisant le tri dans les accusations contre Kadhafi, entre ce qui est vraiment établi et ce qui relève de la propagande intéressée, un progressiste peut très bien souhaiter que les Libyens aient un meilleur dirigeant.

D'autre part, quand la Libye est attaquée parce que des pirates veulent faire main basse sur son pétrole, ses réserves financières et sa position stratégique, alors il faut dire que le peuple libyen souffrira encore plus sous le pouvoir de ces pirates et de leurs marionnettes. La Libye perdra son pétrole, ses entreprises, les réserves de sa banque nationale, ses services sociaux et sa dignité. Le néolibéralisme appliquera ses sales recettes qui ont déjà plongé tant de peuples dans la misère.

Mais un bon dirigeant, ça n'arrive jamais dans les valises des envahisseurs et à coups de bombes. Ce que les Etats-Unis ont amené en Irak, c'est un Al-Maliki et un petit groupe de corrompus qui vendent leur pays aux multinationales. En Irak, on n'a toujours pas la démocratie, mais en outre, on a perdu le pétrole, l'électricité, l'eau, les écoles et tout ce qui permet une vie un peu digne. Ce que les Etats-Unis ont amené en Afghanistan, c'est un Karzaï qui ne règne sur rien sauf un quartier de Kaboul, pendant que les bombes US frappent des villageois, des fêtes de mariage, des écoles et que le commerce de la drogue ne s'est jamais aussi bien porté.

Les dirigeants qui seraient imposés à la Libye par les bombes occidentales seraient pires que Kadhafi. Donc, il faut soutenir le gouvernement légal libyen lorsqu'il résiste à ce qui est vraiment une agression néocoloniale. Parce que toutes les solutions préparées par Washington et ses alliés sont mauvaises : que ce soit le renversement ou l'assassinat de Kadhafi, que ce soit la scission du pays en deux ou que ce soit la « somalisation », c'est-à-dire une guerre civile de basse intensité et de longue durée. Toutes ces solutions apporteront des souffrances aux populations.

La seule solution dans l'intérêt des Libyens est la négociation, avec des médiateurs internationaux désintéressés qui ne soient pas partie au conflit, comme Lula. Un bon accord implique le respect de la souveraineté libyenne, le maintien de l'unité du pays, la préparation de réformes pour démocratiser et mettre fin aux discriminations régionales.

Faire respecter le droit qui est le contraire du « droit d'ingérence »

Ce débat politique délicat, il faut toujours essayer de le ramener aux principes de base de la vie internationale : souveraineté des Etats, coexistence pacifique entre systèmes différents, non-ingérence dans les affaires intérieures. Les puissances occidentales aiment se présenter comme celles qui cherchent à faire respecter le droit. Mais c'est complètement faux.

On nous dit que les Etats-Unis sont aujourd'hui beaucoup plus respectueux du droit international qu'au temps du cow-boy Bush, et qu'il y a eu cette fois une résolution de l'ONU. Ce n'est pas l'endroit pour discuter si l'ONU représente vraiment la volonté démocratique des peuples ou si les votes de nombreux Etats sont l'objet d'achats et de pressions. Mais on fera simplement remarquer que cette résolution 1973 viole le droit international et, tout d'abord, la Charte fondamentale... de l'ONU elle-même.

En effet, son article 2 § 7 stipule : « *Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat.* ». Réprimer une insurrection armée est de la compétence d'un Etat même si on peut en regretter les conséquences. De toute façon, si bombardier des rebelles armés est considéré comme un crime intolérable, alors il faut d'urgence juger Bush et Obama pour ce qu'ils ont fait en Irak et en Afghanistan.

De même, l'article 39 limite les cas où la contrainte militaire est autorisée : « *L'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression* » (contre un autre pays). La Libye ne correspond à aucun de ces trois cas, et cette guerre est donc, elle aussi, illégale. A remarquer, juste pour rire, que même le Traité de l'Otan précise dès son article 1 : « *Les parties s'engagent, ainsi qu'il est stipulé dans la Charte des Nations Unies, à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées.* »

On nous présente ce « droit d'ingérence humanitaire » comme une nouveauté et un grand progrès. En réalité, le droit d'ingérence a été pratiqué pendant des siècles par les puissances coloniales contre les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Par les forts contre les faibles. Et c'est justement pour mettre fin à cette politique de la canonnière qu'ont été adoptées en 1945 de nouvelles règles du droit international. La Charte des Nations-unies a précisément interdit aux pays forts d'envahir les pays faibles et ce principe de la souveraineté des Etats constitue un progrès dans l'Histoire. Annuler cette conquête de 1945 et revenir au droit d'ingérence, c'est revenir aux temps des colonies.

Alors, pour nous faire quand même approuver une guerre très intéressée, on joue la corde sensible : le droit d'ingérence serait nécessaire pour sauver des populations en danger. De tels prétextes étaient aussi utilisés dans le temps par la France, la Grande-Bretagne ou la Belgique coloniales. Et toutes les guerres impériales des Etats-Unis se sont faites avec ce genre de justifications.

Avec les Etats-Unis et leurs alliés en gendarmes du monde, le droit d'ingérence appartiendra évidemment toujours aux forts contre les faibles, et jamais l'inverse. L'Iran a-t-il le droit d'ingérence pour sauver les Palestiniens ? Le Venezuela a-t-il le droit d'ingérence pour mettre fin au coup d'Etat sanglant du Honduras ? La Russie a-t-elle le droit d'ingérence pour protéger les Bahreïnais ?

En réalité, la guerre contre la Libye est un précédent qui ouvre la voie à l'intervention armée des Etats-Unis ou de leurs alliés dans n'importe quel pays arabe, africain ou latino-américain. Aujourd'hui, on va tuer des milliers de civils libyens « pour les protéger », et demain on ira tuer des civils syriens ou iraniens ou vénézuéliens ou érythréens « pour les protéger » pendant que les Palestiniens et toutes les autres victimes des « forts » continueront à subir dictatures et massacres....

Montrer que l'intervention occidentale viole le droit et nous ramène aux temps des colonies me semble un thème à placer au centre du débat.

Que faire ?

Les Etats-Unis ont baptisé « *Aube de l'Odyssée* » la guerre contre la Libye. Or, leurs noms de code contiennent toujours un message adressé à notre inconscient. L'*Odyssée*, grand classique de la littérature grecque antique, relate le voyage de vingt ans entrepris par Ulysse à travers l'univers. A demi-mots, on nous dit ici que la Libye est le premier acte du long voyage des Etats-Unis pour (re)conquérir l'Afrique.

Ils tentent ainsi d'enrayer leur déclin. Mais, au final, ce sera en vain, les Etats-Unis perdront inévitablement leur trône. Parce que ce déclin n'est pas dû au hasard ou à des circonstances particulières, il est dû à leur mode même de fonctionnement. Le célèbre théoricien libéral du capitalisme Adam Smith avait prévenu il y a longtemps : « *L'économie de tout pays qui pratique l'esclavage des Noirs est en train d'amorcer une descente vers l'enfer qui sera rude le jour où les autres Nations vont se réveiller* ».

Mais en fait les Etats-Unis ont remplacé un esclavage par un autre. Au vingtième siècle, ils ont bâti leur prospérité sur la domination et le pillage de pays entiers, ils ont vécu comme des parasites et ils ont par là-même affaibli leurs capacités économiques internes. L'humanité a intérêt à ce que ce système prenne fin définitivement. Même la population des Etats-Unis y a intérêt. Pour qu'on cesse de fermer ses usines, de détruire ses emplois et de confisquer ses maisons afin de payer les bonus des banquiers et les dépenses de guerre. La population européenne aussi a intérêt à une économie non plus au service des multinationales et de leurs guerres, mais au service des gens.

Nous sommes donc à un tournant, quelle « aube » allons-nous choisir ? Celle annoncée par les Etats-Unis, et qui nous mènera vers vingt ou trente années de guerres incessantes sur tous les continents ? Ou bien une aube véritable : un autre système de relations internationales, où personne n'imposera ses intérêts par la force et où chaque peuple choisira librement sa voie ? Comme à chaque guerre des vingt dernières années, une grande confusion règne dans la gauche européenne. Les discours pseudo-humanitaires relayés par les médias aveuglent parce qu'on oublie d'écouter l'autre version, d'étudier les guerres précédentes, de tester l'info.

Notre site Investig'Action – michelcollon.info s'efforce d'aider chacun à s'informer, à informer et à débattre. Mais nos moyens sont trop limités comparés aux grands médias. Nous lançons donc un double appel à tous ceux qui le peuvent. 1° Rejoignez notre réseau de chercheurs bénévoles pour développer l'analyse des stratégies des Etats-Unis et des autres grandes puissances, l'analyse des relations économiques et politiques ainsi que des guerres en préparation. 2° Rejoignez notre collectif d'analyse critique « Test-médias ».

Un monde sans guerre, ça dépend de chacun de nous.

[1] S'informer est la clé - Michel Collon lance un appel, www.michelcollon.info/S-informer-c-...

[2] *Kosovo, Otan et médias*, débat entre Michel Collon, Jamie Shea (porte parole de l'Otan) et Olivier Corten (professeur de droit international), 23 juin 2000, DVD Investig'Action.

Michel Collon, 8 avril 2011

<http://michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-3-3.html>